

**Bilan d'une initiative de solidarité internationale**  
**avec la société civile irakienne (Rome-Velletri, 24-30 mars 2009)**

*Une « Initiative de Solidarité avec la Société Civile irakienne » (Iraqi Civil Society solidarity initiative) s'est déroulée du 24 au 30 mars 2009 à Velletri près de Rome. Elle a rassemblé une quarantaine d'ONGs irakiennes venues de toutes les régions d'Irak, ensemble avec autant d'ONGs internationales, principalement occidentales. Préparée depuis deux ans, cette « Conférence de Rome » a pu bénéficier de plusieurs financements associatifs, le principal bailleur étant NOVIB aux Pays-Bas. Son organisation était pilotée par un consortium associatif international sous la direction de l'ONG italienne Un Ponte Per... Cet article tente d'en dresser un bilan.*

KG, 30/05/09 [karine.gantin@noos.fr](mailto:karine.gantin@noos.fr)

**Un pari audacieux et globalement réussi**

**La conférence de Rome était un pari audacieux de la part de ses organisateurs.** Il s'agissait tout à la fois de comprendre la société civile irakienne actuelle et d'analyser les possibilités, besoins et enjeux de partenariats, dans une démarche partagée de solidarité militante et de mise sur pied de coopérations durables. Le projet s'inscrivait explicitement en outre dans un champ anti-impérialiste et d'émancipation, et il était porté par des valeurs globalement « altermondialistes », à savoir d'égalité de principe entre tous, de transversalité nécessaire des luttes entre elles, et de combat commun pour la défense des droits fondamentaux, humains et sociaux. La perspective d'un Forum Social irakien était d'ailleurs annoncée comme un débouché à terme souhaitable pour cette conférence.

Les échos et premières évaluations de part et d'autres (organisateur et participants, notamment irakiens), montrent que le bilan de cette conférence est considéré comme positif, même si chacun place des éléments partiellement différents derrière cette constatation. D'abord, l'objectif d'échanger des informations sur la situation actuelle en Irak et sur les défis auxquels se confronte la société civile irakienne a été réalisé: cet enjeu fut déclaré important aussi par les participants irakiens en effet, qui maintes fois l'ont d'ailleurs mis en exergue durant la conférence (parfois aussi pour insister, mais pas seulement, sur le fait que leur démarche en venant à Rome n'était pas une « quête de charité », c'est-à-dire pas une recherche de bailleurs nouveaux.)

De même, l'objectif de créer un espace de luttes communes et transversales pour les droits fondamentaux était partagé également. Surtout, les valeurs qu'il sous-tendait et qui étaient données en référents de cette Initiative de solidarité, ont permis un dialogue sans heurt de fond à leur propos... Il en était apparemment un peu moins de même entre participants irakiens, entre

lesquels se disputaient des positionnements politiques parfois difficiles à décrypter. On peut signaler toutefois l'expression d'une protestation irritée du côté de la participation irakienne lors d'une plénière au cours de laquelle une organisatrice voulut orienter le débat vers le thème explicite de l'hostilité à l'occupation américaine. Ce dernier thème a néanmoins été évoqué au fil de la conférence, le plus souvent dans le contexte plus large des « ingérences extérieures nombreuses » qui étaient présentées comme un champ de mines pour la vie politique nationale, ou encore en lien aux lourds intérêts pétroliers qui entachent la problématique irakienne et contribuent à bloquer la législation concernant l'organisation des travailleurs dans les industries du pétrole<sup>1</sup>.

L'idée d'un Forum social irakien, perspective souhaitée par les organisateurs, n'a pas été rejetée quant à elle du côté des Irakiens présents à Rome, qui insistèrent surtout pour leur part sur le fait qu'une « prochaine conférence » devrait dans tous les cas se tenir en Irak même, et si possible à Bagdad. Le but affiché de coopérations nouvelles entre ONGs internationales et irakiennes par le biais de la Conférence de Rome s'est concrétisé quant à lui d'abord dans l'annonce de « campagnes communes » que les participants furent convenu de lancer prochainement sur divers thèmes, ainsi que stipulé dans la déclaration finale, négociée et avalisée sur place... : notamment sur les droits des femmes (contestation ou amendement de l'article 41 de la Constitution de 2005, définissant un principe de « liberté » de choix du statut personnel pour chaque citoyen et reportant à des lois ultérieures l'établissement du contenu de celui-ci), sur les questions syndicales (liberté syndicale, campagne contre la privatisation du pétrole...). Cela dit, des perspectives complémentaires de partenariats se sont dessinées, par exemple l'inclusion programmée des organisations irakiennes participantes dédiées aux droits des femmes à l'intérieur du mouvement de la Marche mondiale des Femmes, représentée dans la Conférence par une Italienne et une Pakistanaise.

Depuis la Conférence de Rome, la perspective double de la création d'un Forum Social irakien d'une part, et de la participation des mouvements irakiens présents à Rome dans un futur Forum Social Maghreb Machrek d'autre part, a connu son premier développement avec l'invitation à Rabat début mai de six organisations irakiennes présentes à Rome à l'occasion de la tenue au Maroc d'une réunion du « Conseil international du Forum Social Mondial ». Lors de cet événement, notamment, devait se dérouler une campagne d'information et de soutien à la protestation en Irak contre les premières moutures d'un projet national de « loi sur les ONGs » peu conforme au principe de liberté associative. Or, sur les six invités, deux participants irakiens seulement se sont rendus finalement à Rabat. Pour explication de cette réduction

---

<sup>1</sup>L'un des participants les plus éminents à la Conférence de Rome, Hassan Juma'a, président de la Fédération irakienne des travailleurs du pétrole à Bassora (non autorisée), et qui a tenu dans la Conférence, notamment les discussions thématiques syndicales spécifiques, des propos politiques construits faisant la part des divers problèmes (géo)politiques entravant son syndicat et la défense des droits des travailleurs, s'est néanmoins fendu peu après dans *Le Guardian* d'une tribune incendiaire d'un autre style le 18 avril à l'encontre des troupes d'occupation britanniques à l'occasion du retrait de celles-ci, sous le titre explicite "In Resistance we are united" ([www.guardian.co.uk/commentisfree/2009/apr/18/iraq-invasion-resistance](http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2009/apr/18/iraq-invasion-resistance)). Si dans les deux cas, celui de cette tribune et celui de la conférence, la question du contexte de communication se pose, il est néanmoins possible de suggérer que le climat de Rome fut propice à des analyses de qualité faisant place à un souci informatif et à de vraies discussions de fond. D'autres facteurs interviennent, par-delà une opposition large à l'occupation américaine, et qui influent sur l'appréciation du rôle américain dans le renversement proprement dit du régime bassiste en 2003. Egalement on peut supposer que furent présents à Rome des enjeux d'affichage commun consensuel côté irakien, notamment entre Kurdes et Arabes, alors que les Kurdes présentent une approche sensiblement différente face à l'occupation américaine, qui, même éventuellement très critiquée, néanmoins contribue à les protéger. Une approche similaire apparaît dans les communautés religieuses les plus minoritaires.

soudaine de l'effectif prévu, les difficultés organisationnelles et de visas côté marocain et international n'ont pas occulté d'autres problèmes de « calendrier » invoqués en parallèle par les organisations irakiennes invitées, comme Alamal, accaparées justement en Irak par la campagne de lobbying commune autour de la loi sur les ONG. Les compromis et calculs nationaux ont-ils été là privilégiés à la perspective de coopérations internationales renforcées et d'un soutien international pourtant désiré? Cet épisode augure peut-être d'autres difficultés similaires à venir, sans qu'il soit possible en l'état de démêler ce qui ressort de la pression politique sur les ONGs irakiennes ou du calcul stratégique des organisations elles-mêmes<sup>2</sup>.

Car la question se pose de savoir comment l'affichage de partenaires « internationaux », fussent-ils « altermondialistes », par les partenaires irakiens qui ont fait la démarche de venir à Rome, peut être perçu en Irak, et si un tel affichage permet une reconnaissance et un respect larges dans le pays<sup>3</sup>... Sans développer, il est permis d'en douter. Or, cette reconnaissance et ce respect en interne sur la scène irakienne sont cruciaux à atteindre pour les partenaires irakiens présents à Rome... pour des raisons stratégiques et politiques, dans un contexte national difficile encore travaillé par une tendance forte à la fragmentation, face à des adversaires éventuellement prompts par ailleurs à manier l'accusation de trahison nationale... et aussi éventuellement pour des raisons de sécurité physique.

En dernier point de ce premier tour d'horizon de la Conférence de Rome au vu des objectifs fixés par elle, il ressort de divers échos de participants irakiens recueillis que ceux-ci sont satisfaits surtout concernant leur propre dialogue entre participants d'Irak, comme une étape ayant permis d'avancer entre eux, de mieux se connaître et d'échanger posément entre nationaux. Certes, ce but était fixé aussi par la Conférence de Rome, dont l'idée avait germé deux ans auparavant en période de fortes violences en Irak, et dont le contenu avait été aménagé de manière à instaurer deux jours et demi pour les Irakiens seuls, avant une seconde partie marquée par l'arrivée à leur tour des « internationaux » pour des échanges cette fois entre tous. Néanmoins, ce but initial était devenu pour certains l'objet de doutes sur sa validité dans la période actuelle, au vu de ses évolutions : un amoindrissement même relatif des violences ; la poursuite au fil du temps récent de campagnes communes déjà entre ONGs irakiennes à l'intérieur du pays. Pourtant, cet objectif ancien a donc finalement été couronné de succès aussi, en dépit même de réticences préliminaires de certains participants irakiens à venir jusqu'en Italie pour y débattre « entre eux »<sup>4</sup>. Il témoigne de fait d'un besoin irakien en propre non satisfait. Il témoigne aussi de la pertinence (ou bien de la fermeture?) du champ d'ONGs

2 On peut ici convoquer la notion de « *capital politique symbolique* » utilisée par le chercheur Reinoud Leenders telle qu'il expose dans « *Au-delà du Pays des deux Fleuves: une configuration conflictuelle régionale?* », in: *Critique internationale* n°34, dossier « *L'Irak: violences et incertitudes* ». dans un contexte irakien qu'il analyse au prisme de la théorie du « complexe conflictuel régional » (« CCR », où il inclut aussi dans le cas de l'Irak les Etats-Unis et l'Occident comme acteurs régionaux, au même titre que la Syrie, le Liban...). De ce « capital politique symbolique », il donne la définition « provisoire » suivante: « *la capacité de chaque acteur politique à façonner un espace cognitif sociopolitique reconnu et respecté par un public suffisamment large (...)* Le capital symbolique peut traverser les frontières via les réseaux matériels mis en lumière par le modèle des CCR. Mais il arrive aussi qu'il voyage dans toute une région de manière autonome par rapport à ces réseaux, voire en l'absence même de tout réseau matériel préexistant ».

3 Voir note précédente.

4 Propos confiés en *off*, à Erbil par exemple courant mars par un représentant kurde participant à Rome, qui témoignait là d'un sentiment selon lui diffus chez une partie des invités, ce qui ne fut pas infirmé suite à des échanges en aparté à ce sujet de la part des participants de la conférence de Rome interrogés, qui eux-mêmes protestaient cependant n'avoir aucun problème particulier à se rendre à Rome.

irakiennes invitées. Il peut aussi être mis en outre au crédit de la qualité de la Conférence elle-même et de son encadrement, qui ont permis d'instaurer un climat de sérénité et de confiance propice au dialogue. On peut peut-être aussi se féliciter enfin de « l'esprit altermondialiste » posé comme base de travail, lequel a vocation à susciter justement ce type de possibilité et de convergences d'acteurs pour leur renforcement mutuel<sup>5</sup>. Il est possible d'avancer d'ailleurs en ce sens que la Conférence de Rome a joué le rôle déjà d'une sorte de pré-Forum social irakien...

### **Le déploiement des ONGs irakiennes**

**La conférence de Rome a de fait laissé entrevoir un monde d'associations aux activités souvent nombreuses, voire intenses, allant de l'accompagnement social de terrain au lobbying politique au sommet de l'État, dans un continuum souvent frappant, et dans une autonomie plutôt réelle** souvent par rapport aux partis et à l'Etat, en dépit de proximités diverses plus ou moins importantes, et inégalement faciles à cerner, faute d'éléments et de croisement des connaissances sur les uns et les autres. Ces proximités sont du reste à situer et expliquer par divers facteurs, dont la mesure pour chacun reste à prendre : socio-histoire du pays et de ses sphères partisans ; parcours militants individuels anciens dans un contexte de dictature; logiques tribales et claniques locales omniprésentes et qui traversent la société dans tous ses aspects de manière accentuée encore depuis 2003, et la contraignent de ce fait; enjeux légaux et financiers de survie organisationnelle immédiate; enjeux de création d'un espace d'influence minimum possible dans un contexte de lobbying sur les réformes du système de providence et d'Etat de droit à partir des constats de terrain... Bref, cette société civile rencontrée à Rome était éminemment politique, mais d'abord au sens où rien de ce qui est citoyen ne lui est étranger, en d'autres termes elle était porteuse d'une dimension politique en propre par le contenu même de ses activités, et créatrice d'un champ du politique utile, autonome et complémentaire - non pas substitutif - des partis, factions ou clans. Ici, deux aires géographiques (plutôt que trois) se distinguaient: l'aire du Kurdistan irakien, et l'aire de l'Irak hors Kurdistan. Toutefois, la distinction entre le Sud chiite de l'Irak et le Nord du pays et Bagdad était sensible également parmi les associations et réseaux représentés, même lorsque ceux-ci couvraient l'ensemble du pays<sup>6</sup>.

### **Nous étions loin en tout cas à Rome de la problématique récente encore qui consistait à chercher à identifier une « résistance de gauche » dans les luttes armées qui ont ensanglanté**

5 Le Forum Social Européen à Saint-Denis/Paris de 2003 ou le Forum social mondial de Mumbaï en Inde en 2005 sont des exemples classiques donnés par les militants altermondialistes pour illustrer les dynamiques utiles de convergence créées par cet « esprit ». Par ailleurs, il est notable que le Conseil international du Forum Social Mondial tient compte de ce critère géostratégique de convergences locales à promouvoir lorsqu'il doit élire le prochain lieu d'un Forum social mondial. Cela ne va pas sans heurt toujours: cf. le choix sans cesse repoussé de la Mauritanie comme lieu d'accueil pour le prochain Forum social maghrébin... Il faut en effet de la part du pays pressenti une capacité minimum d'accueil et de stabilité, de dynamique locale et de liens transnationaux préalables également.

6 Par exemple, l'*Iraqi Democratic Youth Federation*, présente à Rome et liée au PCI, met en avant dans son dialogue avec les bailleurs de fonds étrangers sa capacité à organiser des ateliers de formation aux droits et à la démocratie dans le Sud chiite de l'Irak, qu'elle présente comme globalement vierge de ce type d'initiatives. Pour mémoire, le PCI a historiquement une base chiite importante, proche de la réalité démographique du pays, comme le raconte notamment PJ Luizard dans *Laïcités autoritaires en terre d'Islam*, Fayard, 2008, pp. 237-262.

l'Irak ces dernières années<sup>7</sup>. Cette résistance s'exprimait ici chez les acteurs présents par d'autres moyens, avec les mêmes objectifs: influencer sur les lois et construire un Etat de droit indépendant et fort, diffuser une culture démocratique, de paix et de droits, enfin parer socialement au plus pressé par des accompagnements individuels ou des campagnes d'éducation civique. Ainsi, la résistance à l'occupation américaine en tant que telle (pour le champ qui nous occupe) semblait moins essentielle que la lutte pour la construction d'un Etat démocratique et indépendant, dans les nombreux aspects qu'un tel objectif implique, sans réduction aucune à une quelconque priorité liée à « l'étranger ». Ce fut une caractéristique réellement notable de la conférence de Rome, qui apparemment constitua une relative surprise pour certains observateurs présents, quelles que soient les nuances de précaution à apporter pourtant à ce constat en situation.

Parmi les nuances, en effet, il faut bien sûr préciser que celles et ceux qui étaient invités l'étaient en tant que représentants d'ONGs ayant une activité de terrain. Egalement, sans simplifier pour autant, il faut rappeler que les ONGs de la mouvance communiste étaient bien représentées, en nombre et en qualité. Or, celle-ci prône un jeu d'abord démocratique et électoral<sup>8</sup>. A cela s'ajoutait encore le contexte particulier de Rome, qui se déroulait fin mars 2009, dans la foulée des élections provinciales de janvier 2009, lesquelles ont été marquées par un retour aux urnes de composantes qui avaient boycotté les élections précédentes, notamment la composante sunnite, et par un confortement de Nouri El Maliki à la tête de l'Etat d'autre part, sur la base d'un bilan jugé positif à divers égards (politique du compromis avec les diverses tendances et forces présentes, notamment étrangères, tout en se démarquant des Américains qui l'avaient adoubé; renforcement au moins partiel, mais réel, de l'Etat en tant que détenteur du pouvoir d'exercer la violence légitime...). Le constat fait d'un « retour du politique » en Irak, tel qu'annoncé par *International Crisis Group*<sup>9</sup> en janvier à la veille des élections, et non radicalement démenti à ce jour par l'analyse des suites électorales malgré des bémols qui rappellent la complexité actuelle<sup>10</sup>, semblait se matérialiser ainsi à sa façon à Rome, en colorer du moins la tonalité

7 Cf. sur ce point le détail de l'article Wikipedia « *Iraqi insurgency* », également le livre *Résistances irakiennes* de Nicolas Dessaux (Ed. L'Echappée, 2006, Paris), lequel se centre sur les expressions issues de la mouvance du Parti communiste ouvrier irakien, notamment dans son implantation principale au Kurdistan irakien. La plupart des articles et ouvrages portant sur l'insurrection armée font eux la part belle aux mouvements confessionnels. Au mieux, la résistance de gauche est évoquée le plus souvent via les protestations ouvrières et syndicales les plus importantes (et illégales) qui se sont déroulées dès mars 2003 dans les régions pétrolifères du Sud de l'Irak.

8 Le PCI, qui prônait la lutte armée contre le régime bassiste (dans le but affiché d'instaurer un régime démocratique, pluraliste et constitutionnel), participe au jeu électoral et ses organisations apparentées dialoguent avec le gouvernement. La mouvance communiste, située dans l'opposition et qui peut être de considérée sous un jour social-démocrate, se situe dans une tension entre le rejet politique de l'occupation américaine et un accommodement du jeu officiel depuis 2003, ce qui leur vaut des critiques sur sa gauche. Cela n'a pas empêché toutefois par exemple des campagnes communes de cette mouvance, dans sa composante syndicale, avec par exemple les syndicats pétrolifères indépendants et la tendance syndicale communiste ouvrière, réputés radicaux. Cf. *La question irakienne*, de PJ Luizard, Fayard, 2004, pp. 212-214

9 Cf. « *Iraq's provincial elections: the stakes* », important rapport du 27 janvier 2009 d'*International Crisis Group* : « *Today, even before the first ballot has been cast, the elections mark a remarkable transition. In the past four years, politics have evolved from a violent conflict focused largely on the capital to an essentially democratic contest over positions and institutions, including at the local level. Former confessional blocs are fraying, as sectarianism is increasingly challenged by more nationalist sentiment and promises of better governance by political actors seeking to capture the public mood. Competition between communities is joined by competition within them.* »

10 Cf. l'analyse contrastée présentée dans « *Iraq's new provincial councils* » par Reidar Visser sur son blog (13 avril 2009, <http://historiae.org/Provincialcouncils.asp>) : selon lui, les élections provinciales de janvier entérinent un mouvement de fond

générale d'un arrière-plan tendu mais porteur de perspectives.

A ce sujet encore, il faut noter à Rome la présence de divers représentants d'ONG travaillant en réseau d'action non-violente (notamment des acteurs en provenance du Kurdistan mais pas seulement), ainsi que la jonction annoncée au terme de la Conférence entre ce réseau et le réseau *Iraqi Democratic Future Network* (IDFN), davantage tourné vers l'action sociale, culturelle et sectorielle (femmes, droits humains, syndicats, sport, etc.) dans un champ historique en large partie liée au PCI. Quelle que soit la valeur à donner à cet affichage (satisfaction des demandes de bailleurs internationaux, recherche autonome de solutions ou de symboles inédits face aux traumatismes engendrés par les violences...), cette alliance emblématique complétait le tableau des ONGs participantes : tournées pour beaucoup vers la médiation et le dialogue interconfessionnel dans maintes leurs initiatives (par exemple le réseau IDFN à Kirkouk), animées avant tout par des principes de fonctionnement pluralistes en interne comme gage de paix et revendication « d'irakité » historique (inclusion de minorités chrétienne assyrienne, yézidie et mandéenne, coexistence de chiites et sunnites, arabes et kurdes, etc.)<sup>11</sup>.

**La conférence a permis au final de prouver qu'une « société civile » irakienne et pluraliste existe bel et bien, et traverse l'Histoire du pays, en dépit de nombreux facteurs qui lui sont contraires:** trois guerres successives en 23 ans et fragilité politique de l'Etat actuel, Etat de droit problématique, vie démocratique marquée par des calculs communautaires et confessionnels explicites, luttes de clans poussées et corruption<sup>12</sup>, violences armées, chaos social et humanitaire, délitement des infrastructures et services de base, volontés d'épuration confessionnelle et ethnique, enfin bien sûr difficulté extrême d'informer sur les initiatives citoyennes existantes.

Un leitmotiv des participants irakiens fut souvent d'insister d'ailleurs sur leur légitimité particulière en tant qu'acteurs<sup>13</sup>: selon eux, ils incarnent effectivement les positionnements structurels du peuple irakien et ses valeurs, tandis que les violences armées omniprésentes et si médiatisées voire l'Etat lui-même ne seraient, eux, que les lieux restreints d'un rapport de force manipulée et corrompu entravant le bon développement de la nation. Ce type de remarque

---

préexistant vers un jeu plus « politique » et moins marqué par les clivages sectaires et confessionnels, mais le processus de formation des conseils provinciaux qui fait suite à ces élections témoignent parallèlement de résistance du jeu confessionnel... « *In sum, while the advances of a more national kind of politics in Iraq over the past year has been impressive, the forces that seek to enshrine ethno-sectarian divisions remain strong, and it is particularly remarkable that they have managed to continue to offer so much resistance after their massive defeat at the ballot box in January.* »

11 Voir ici la présentation de cette « irakité » ayant résisté aux politiques bassistes – doublée d'un constat pessimiste quant à son avenir – faite par Lionel Vairon dans « *La culture en Irak : un avenir incertain...* » in : revue *Maghreb-Machrek*, été 2004, dossier « *L'Irak, un an après* » : « *Ce sentiment est resté très présent parmi les Irakiens, jusqu'à une période très récente, tant chez les populations rurales bédouines que chez les citadins et dans l'élite intellectuelle. Le discours panarabe répété à l'envi par Saddam Hussein depuis son accession au pouvoir en 1978 et les mesures prises pour renforcer cette identité arabe n'ont jamais réduit ce nationalisme irakien, qui s'exprimait avec vigueur dans le domaine culturel.* »

12 “*Iraq is deemed the third most corrupt country in the world after Burma and Somalia, out of 180 countries, according to the corruption index compiled by Transparency International*”, note Patrick Cockburn dans un riche article publié sur Alternet, 29 mai 2009, [http://www.alternet.org/world/140336/iraq\\_faces\\_the\\_mother\\_of\\_all\\_corruption\\_scandals/](http://www.alternet.org/world/140336/iraq_faces_the_mother_of_all_corruption_scandals/).

13 ...avec un nationalisme évident, notamment chez les arabes et minorités chrétiennes représentées, mais sans heurt avec les participants kurdes, prêts à chanter l'hymne national irakien à plusieurs reprises, par exemple.

faisait partie des messages importants qu'en sont venus à faire passer de nombreux participants irakiens présents.

Néanmoins, il faut considérer, indépendamment de motivations utilitaires éventuelles (valoriser leur propre rôle et légitimité, par exemple), que les participants irakiens pouvaient avoir tendance à sous-estimer l'impact des violences et tactiques d'épurations géographiques récentes sur la société nationale, dans un double mouvement chez eux de résistance au chaos (et résilience face à lui) et d'insistance sur une société irakienne idéale ou un modèle déjà passé et en voie de périliter. Comme en témoignait en tête-à-tête un participant venu de Babel (province au Sud de Bagdad), militant des droits humains et par ailleurs avocat de profession spécialisé dans les droits des femmes: dans un contexte d'absence de droit ni satisfaisant ni efficace d'une part, et d'autre part de violences et d'épuration déstructurant le tissu social, « *la culture clanique rurale aujourd'hui gagne l'intérieur des villes.* » Comment évaluer en effet l'impact des violences récentes... alors que ces violences vont croissant depuis 2003, voire depuis les années 90 et les suites de l'embargo? Et que certaines ONG internationales présentes en Irak comme *Médecins du Monde* témoignent de pathologies mentales graves<sup>14</sup> suite aux violences? Ou encore que le procès bâclé de Saddam Hussein enfin à échoué à ouvrir le cycle de la fameuse « réconciliation nationale »? Les acteurs présents à Rome n'étaient-ils pas d'abord les éléments militants les plus solides qui résistent encore, justement, sans que cela soit une attitude que le reste de la population est capable de partager encore? Certes leurs témoignages, comme d'autres témoignages existants, relayés par exemple par des documentaires et blogs, et qui montrent une population malmenée et étonnée ou indignée, abondent dans leur sens, de même que l'analyse prévalant sur les élections provinciales de janvier, qui permet une lecture politique classique, nationale et moins sectaire des enjeux. Mais toute une littérature diverse en interne aussi la contredit, s'interroge sur l'éclatement durable de la société irakienne<sup>15</sup> ou encore sur l'impact sur elle des idéologies miliciennes<sup>16</sup>. Ici se joue un enjeu de diagnostic. Surtout, la question demeure ouverte, source d'incertitudes et, forcément, de potentialités. Du moins les acteurs irakiens présents à Rome ont-ils réussi la prouesse aux yeux de casser ce face-

14 Conversations avec des représentant-e-s d'ONG humanitaires au siège de MDM et à Bruxelles le 19 mars 2008 en marge de la réunion « *From Words to action – the Iraqi displacement crisis and the role of the EU* », organisée par la plate-forme inter-ONG auprès de l'UE dédiée à la question des réfugiés (IRC, Amnesty, ECRE, IRCT, SI, Mercy Corps, ICMC, IRCT, NRC).

15 Hamit Bozarslan dans son article introductif « Etats, communautés et marges dissidentes en Irak » du dossier « Irak: violences et incertitudes » (*Critique internationale*, n°34, janv-mars 07), pose le problème en les termes suivants : d'une part se méfier « *d'une fragmentation surchargée de symboles, d'un mysticisme des lieux qui transforme l'Irak en une terra incognita pour mieux le dérober à toute compréhension* », d'autre part prendre la mesure et aussi la profondeur historique (bassiste et de guerre) de « *la fragmentation actuelle de la société de ce pays, fragmentation qui est à la fois la conséquence et l'une des causes de l'impossibilité de reconstruire l'Etat* »... Il évoque au final la « *fragilisation* » du lien social : « *L'Irak d'après l'occupation américaine doit faire face à une autre contradiction : d'un côté, l'idée de l'irakité est largement partagée désormais par les populations arabes du pays ; disons du moins qu'elle est infiniment plus intériorisée qu'en 1920 ou dans les années 1940 et 1950. (...) D'un autre côté, l'Irak d'aujourd'hui semble être aussi loin de la formule de la « démocratie bourgeoise », qui nécessite intégration et adhésion des citoyens, que du modèle saddamiste, qui requiert la monopolisation des ressources d'une 'asabiyya (tribu...), d'une da'wa (idéologie...) et d'une bureaucratie répressive. La reproduction de l'Etat, que ce soit par la contrainte d'un ordre imposé ou par l'adhésion à un contrat librement accepté, se révèle tout simplement impossible.* »

16 C'est bien sûr un enjeu majeur de la littérature de nature militaire notamment, cf.: *Les guerres bâtarde* d'A. de la Grange et JM Balencie (ed. Perrin, 2008), pp.50-57. Les auteurs y évoquent en partie à ce sujet l'incapacité pour les troupes occupantes à « *percer la brume de la crise* », en ironie par rapport aux écrits stratégiques nombreux analysant la dissipation du « *brouillard de la guerre* » - concept essentiel chez Clausewitz - par les nouvelles technologies de l'information.

à-face conceptuel entre population d'une part, et acteurs gouvernementaux, claniques ou armés d'autre part, auquel la littérature militaire<sup>17</sup> tend à résumer le champ irakien.

### L'enjeu de connaître

**Par la force du regard qu'elle a permis effectivement d'ouvrir sur l'Irak actuel et sur une série de ses acteurs, la conférence de Rome a plus largement apporté de nombreux éléments de connaissance utiles sur la société civile irakienne et les enjeux sociaux, économiques, légaux et politiques du moment en Irak**, dans une période de calendrier marqué par le retrait annoncé des troupes américaines, un changement d'administration politique important à Washington, un retour au jeu électoral en Irak incluant cette fois la plupart des composantes irakiennes importantes (élections provinciales de janvier 2009), l'apaisement enfin au moins relatif des violences dans le pays, malgré les incertitudes récurrentes<sup>18</sup>.

Or, ces éléments de connaissance sont d'autant plus précieux qu'ils sont défailants globalement, pour de nombreuses raisons: manque d'un champ satisfaisant de connaissances fermement établies dans le domaine des sciences humaines<sup>19</sup>; difficultés d'appréhender un champ d'activités citoyennes réalisées dans la semi-clandestinité avec le danger bien réel pour ses acteurs de finir assassinés, problème de communication faible ou fragmentée dans ce cadre sur lesdites activités; focalisation globale des médias sur les violences ou les péripéties politiques et questions de sécurité, dans un contexte il est vrai difficile de production de l'information, comme cela fut souvent exposé, mais aussi un contexte symbolique également fort de sélection biaisée des éléments visant à conforter une vision pré-établie de l'Irak, bref privilégiant une option ou une autre en lien chacune à la justification ou la contestation de l'intervention américaine; et bien sûr rétention d'informations<sup>20</sup>... ou soupçon légitime sur la validité de celles mises en avant. Il faut se souvenir ici des propos tenus en octobre 2007 par le chef du Pentagone Robert Gates, affirmant que dans les conflits à venir, « *le succès sera moins une*

17 Pour une entrée en matière bien référencée, voir à ce sujet le blog de Stéphane Taillat, dont son post <http://coinenirak.wordpress.com/2009/05/28/nous-avons-tous-change-de-la-dynamique-du-changement-en-opex/>

18 Voir ici l'analyse intéressante, toujours d'actualité, présentée sous forme de tableau et intitulée « *Related factors in the reduction and renewal of violence* », sur deux colonnes « *factors credited with reducing violence* » et « *seeds for renewed violence* », produite par le Feinstein International Center (« Briefing paper » de décembre 2008, disponible sur le site du NGO Coordination Committee in Iraq, [www.ncciraq.org](http://www.ncciraq.org)).

19 Cf. Hamit Bozarslan, article « *Revue bibliographique* », in: *Critique internationale* n°34, dossier « *L'Irak: violences et incertitudes* », janv-mars 2007: « *L'absence d'un champ d'études constitué est un obstacle majeur dans le développement des recherches sur l'Irak. La première des trois raisons qui expliquent cette absence est l'impossibilité d'accéder au terrain, qui ne date d'ailleurs pas de 2006. (q c) La deuxième raison est que la tragique marginalité de la recherche menée par les « dissidents » irakiens, notamment dans les années 1970-1980, a nui durablement aux études consacrées à ce pays. (...) Il faut admettre que ces chercheurs, comme beaucoup d'autres intellectuels dissidents avant eux, n'avaient d'autre choix que de recourir au « genre pamphlétaire » (...). La troisième raison tient aux conséquences de la guerre de 1991 (...). Comme la plupart des autres guerres en effet, celle-ci a figé et essentialisé le savoir analytique disponible pour le transformer en savoir opérationnel(...)* ».

20 Exemple significatif, parmi d'autres: on peut relever ici la frustration, au minimum, du lecteur devant l'ouvrage volumineux qui vient de paraître sur l'Irak sous la signature d'un consultant spécialiste de l'accompagnement des entreprises étrangères sur le marché irakien, et qui livre là au public son journal de commentaires sur l'actualité politique internationale concernant l'Irak, sans mention du champ économique !

*question d'imposition d'une volonté que de modelage des comportements, des amis, des adversaires, et plus important encore, de tous ceux qui sont entre les deux. 21»*

Alors, quels éléments furent mis en lumière à Rome?

*Les enjeux sociaux et économiques soulevés* sont tous à relier à la catastrophe sociale et humanitaire d'un pays traumatisé et exsangue suite aux horreurs commises sous le régime de Saddam Hussein, aux guerres qui se sont succédé depuis 1980, à la forte émigration récente et aux déplacements internes massifs de population, aux violences continues extrêmes, à l'incurie et à la corruption de l'administration, à la déficience des services de base et l'incapacité économique persistante du pays. Cela a suscité en retour de nombreuses initiatives autonomes qui visent peu ou prou à suppléer à l'Etat-providence<sup>22</sup>. Le plus souvent, celles-ci se sont appuyées sur des bases militantes existantes, en proximité politique ou politico-confessionnelle (notoirement, les partis Da'wa et communiste ont les bases les plus solides historiquement à l'intérieur du pays<sup>23</sup>). Les deux tendances principales de ce mouvement de terrain, à savoir militante de gauche mais aussi davantage religieuse « dunantiste » (notamment initiatives du sud de l'Irak), étaient présentes à Rome.

*L'enjeu légal et politique*, lui, s'inscrit dans un cadre double: celui des lois et règlements hérités du régime bassiste antérieur à 2003, souvent autoritaires ou obsolètes<sup>24</sup>, et celui instauré successivement par les différents cadres politiques qui gèrent l'Irak depuis l'entrée des troupes américaines (Autorité provisoire de la Coalition, et actuel gouvernement Maliki). Les deux cumulés aboutissent, dit de manière très synthétique, à un constat préoccupant tant sur le plan du droit syndical que concernant les droits des femmes, mais aussi encore concernant le cadre légal général dans lequel peut opérer la société civile (l'actuel projet de loi sur les ONGs). Or, les associations représentées à Rome étaient impliquées dans diverses campagnes, nombreuses, en direction de l'Etat, qui pour les unes tendaient à coopérer (officiellement) avec lui dans le but de conforter l'Etat de droit (cf. campagne « *Have your say* » au Kurdistan irakien pour inciter à la participation politique des jeunes; ou la surveillance des élections par des réseaux d'observateurs mobilisés à travers tout l'Irak par les réseaux associatifs, comme l'*Iraqi Democratic Future Network* (IDFN) ensemble avec sa composante *Tammouz*, en concertation avec des organisations et institutions internationales mais aussi avec l'Etat); et qui pour les autres consistaient en un lobbying davantage contestataire (sur l'article 41 de la Constitution

21 Cité dans *Les Guerres bâtarde*, p.137, d'A. De la Grange et JM Balencie, Ed. Perrin, 2009.

22 Cf. par exemple, très explicite et symptomatique des expériences représentées à Rome, cet extrait de l'article « *Iraqi Women four years after the invasion* » paru dans *Foreign Policy in Focus*, le 14 mars 2007, sous la plume de Dr. Nadjie Al-Ali (auteur par ailleurs du livre de référence *Iraqi Women...*): « *There has been a flourishing of locally based women's initiatives and groups, mainly revolving around practical needs related to widespread poverty, lack of adequate health care, lack of housing, and lack of proper social services provided by the state. Women have also pooled their resources to help address the need for education and training, such as computer classes, as well as income generating projects. Many of the initiatives filling the gap in terms of state provisions where welfare and health are concerned are related to political parties and religiously-motivated organizations and groups. However, independent non-partisan professional women have also been mobilizing to help.* » <http://www.fpi.org/fpifxt/4055>

23 « *(Le PCI) est l'un des rares partis, avec le parti Da'wa, à bénéficier encore d'une base active à l'intérieur de l'Irak.* » Pierre -Jean Luizard, in: *La question irakienne*, Fayard, 2004, p.212.

24 Cf. Karine Gantin « *Etre Avocat en Irak* », in: magazine *Profession Avocat*, n°9, mai-juin 2009, éditions Lamy.

concernant le statut personnel, sur l'interdiction des syndicats ou la confiscation de leurs finances, etc.). Enfin, de nombreuses initiatives menées par les acteurs irakiens venus à Rome relèvent proprement de l'éducation civique et populaire et vise à ce titre la promotion d'une culture de droit, en multipliant notamment les ateliers de formation et les campagnes d'information dans tout le pays, souvent en lien là encore à des financements internationaux, qui les permettent mais aussi les contraignent<sup>25</sup>.

### **La coopération internationale prise dans l'imbroglio irakien**

**Au final, la conférence internationale de Rome a posé de nombreuses questions qui mettent à nu notre approche difficile de l'imbroglio irakien côté « international » et nos problèmes stratégiques de la période à venir.** Cette approche est difficile en effet, du fait des transformations politiques constantes que connaît le pays et de l'absence de grille de lecture stable utile qui en découle, mais du fait aussi de l'absence de clarté quant aux coopérations possibles, faute d'ancienneté de celles-ci et du fait de notre propre faiblesse d'analyse stratégique.

Or, cette faiblesse d'analyse stratégique est double: il nous est difficile de mesurer l'impact à la fois souhaitable et possible de nos coopérations avec les syndicats et ONG irakiens dans un contexte d'ingérences extérieures nombreuses et souvent mal vécues sur la scène politique interne; il nous est difficile en outre de construire côté « international » un front d'approche de la société irakienne cohérent dans son élan et ses objectifs, même dans le champ dit anti-impérialiste ou encore le champ des luttes sociales et altermondialistes.

En effet, divers points faibles sont à identifier ici par rapport à l'objectif fixé par la Conférence de Rome qui était de susciter un mouvement de coopération civile alternatif avec l'Irak:

a) la forte dynamique de résistance à l'invasion américaine en Irak, qui s'était manifestée dans la rue de nombreuses villes autour du monde de manière massive, n'est pas une dynamique qui se transcrit naturellement en un mouvement de coopération effective avec les militants irakiens de l'intérieur - c'est ce qui ressort notamment des diverses difficultés à mobiliser une participation internationale à la Conférence de Rome;

b) les ONGs humanitaires et de développement présentes « sur le terrain » rechignent par nature et pour des raisons de cohésion interne à se positionner en acteurs plus « politiques » de luttes sociales au sein de fronts larges aux côtés de mouvements sociaux ou politisés; certes le constat serait à nuancer diversement, mais cette tendance de fond entrave l'échange d'informations et

---

<sup>25</sup> Cf. Dr Nadje Al-Ali, *ibid.*: stipulant que « *Democracy initiatives imposed from outside and above inadvertently consolidates and possibly even legitimizes social forces that oppose women's equal rights and participation in public life* », elle suggère: « *Rather than sending Western "gender experts" to train Iraqi women, Western governments and international organizations should facilitate encounters and exchanges with women from comparable conflict and post-conflict situations, such as Bosnia-Herzegovina and Afghanistan, for example* ».

d'analyses si cruciales;

c) ici et là s'exprime en outre la réticence de tenter des efforts en direction des mouvements irakiens dans la mesure où cette démarche est jugée par certains analystes comme potentiellement contre-productive et néfaste<sup>26</sup>, susceptibles de désigner les mouvements irakiens partenaires comme victimes privilégiées d'attentats à venir ou de répression politique ciblée, au lieu de les conforter, que ce soit en termes de légitimité politique, de moyens effectifs ou *a fortiori* de capacité d'alliances internes;

d) un risque récurrent est celui de méconnaître la participation de fait à un jeu déjà fortement international en Irak dès lors qu'on tente d'instaurer des coopérations citoyennes alternatives, et donc de méconnaître les connotations symboliques dont chacune est automatiquement porteuse et qui la dépassent (qui en bloquent aussi *a priori* les développements positifs « autonomes » possibles. Du reste, le mot « autonome » est ici un leurre dont il faut se déprendre une fois pour toutes...);

e) les besoins irakiens exprimés du côté des sociétés civiles sont multiples, et déjà partiellement identifiés par les nombreuses ONGs coopérant déjà avec l'Irak. Dans le champ engagé que s'est désigné la Conférence de Rome comme cible, deux aspects semblent notables mais insuffisamment identifiés pourtant: besoin d'un soutien transnational civil efficace en faveur du respect des normes internationales comme le droit du travail, la liberté associative, les droits humains, les droits des femmes... sur un mode engagé qui rejoint cependant pour partie le travail d'autres organisations déjà présentes; également l'échange d'expériences dans les domaines d'action que se sont fixés les ONGs irakiennes présentes à Rome, à savoir celle reconstruction du sens politique, de la solidarité immédiate et de l'Etat à la fois. Ici, « l'altermondialisme » peut contribuer utilement à condition de mettre l'accent alors sur l'échange entre mouvements « du Sud » présentant des expériences similaires intéressantes à confronter, ce qui implique une forte énergie de mobilisation en interne et des moyens *ad hoc*;

f) mais plus généralement, ce qui entrave une dynamique de coopération positive et large avec la société civile irakienne, est bel et bien d'abord une méconnaissance massive des luttes sociales et citoyennes en Irak (méconnaissance à la fois de leur existence, de leur intérêt et de leurs enjeux), doublée d'une peur d'être pris au piège des jeux d'ingérence réputés vifs et manipulateurs dans ce contexte large d'ignorance, et enfin, de manière concomitante, le manque d'identification des partenaires potentiels côté irakien...

C'est à remédier particulièrement à ce dernier point que la Conférence de Rome, « Initiative de solidarité avec la société civile irakienne » construite sur l'expérience et l'engagement de ses organisateurs, s'est employée. Elle l'a fait avec un succès certain, même si les suites en sont désormais à écrire. Celles-ci dépendront pour partie de l'évolution interne de la scène irakienne, elle-même largement dépendante à son tour des interférences internationales, face auxquelles cette « autre interférence » tentée par la Conférence de Rome semble pouvoir peser difficilement encore.

---

<sup>26</sup> Conversations avec un acteur du milieu syndical international et un autre issu d'un centre d'études internationales réputé « militant ».

## **Karine Gantin**

*Karine Gantin est consultante auprès de mouvements de société civile. Journaliste ancienne de métier, diplômée bac+5 de l'Institut d'études politiques de Paris (1996), elle est spécialisée par ailleurs dans l'analyse des mouvements de droits des femmes. Engagée dans l'accompagnement de projets en lien à l'Irak depuis l'été 2007, elle a participé depuis le printemps 2008 au processus de la Conférence de Rome.*

### **En guise de post-scriptum: petit tour du côté de la participation irakienne à Rome**

Dans le processus d'organisation qui a mené à la conférence de Rome, la définition du champ de société civile irakien visé et le processus de sélection des mouvements à solliciter comme participants constituèrent un véritable souci, sur lequel la discussion entre organisateurs est revenue régulièrement. Il fut admis finalement que la lettre d'invitation, par son positionnement politique et du fait de l'identité des organisations invitantes, écarterait d'emblée des acteurs se sentant trop éloignés des principes affichés. La sélection des participants eux-mêmes fut faite par celles et ceux membres des organisations invitantes qui connaissaient le mieux les associations irakiennes, au gré d'enquêtes complémentaires aussi auprès de partenaires identifiés sur tel ou tel candidat, notamment dans le cas de candidatures spontanées (il y en a eu plusieurs). Nul ne put prétendre à ce moment identifier en profondeur la quarantaine d'organisations irakiennes invitées au final (dont certaines butèrent sur des dossiers de visas égarés), ou avoir procédé à une sélection basée sur des critères très précis. Aujourd'hui encore, il reste difficile d'identifier en profondeur les 38 organisations irakiennes effectivement représentées à Rome, le temps ayant été trop court pour suffisamment les connaître. Néanmoins quelques traits peuvent être dégagés:

- a) elles appartenaient pour une large partie à un champ situé dans une gauche historique, se connaissaient entre elles en majorité. La présence de plusieurs personnalités issues de ce champ militant associatif ou syndical marqué politiquement confortait cette tonalité d'ensemble. Egalement, les thèmes les plus présents, le syndicalisme et les droits des femmes, renforçaient éventuellement encore cette impression<sup>27</sup>.
- b) Il n'y eut pas vraiment de représentants de tendances islamistes, même si certain-e-s représentant-e-s d'organisations du Sud de l'Irak semblaient impliqués dans une dynamique où l'importance de la dimension religieuse restait à discerner, soit consubstantielle soit culturelle et/ou stratégique<sup>28</sup>.
- c) Une large partie d'entre ces organisations appartenaient à des réseaux identifiés, parfois concurrents proches néanmoins se fréquentant entre eux voire partageant leurs réseaux. Ces réseaux étaient soit thématiques (coordinations d'organisations de femmes, très représentées), soit à connotation politique. De même, les associations venues du Kurdistan se fréquentent par ailleurs au sein de divers réseaux ou alliances... En fait, si l'on y ajoute encore les campagnes diverses récentes (pour les modifications constitutionnelles, le lobbying sur la loi concernant les ONGs, etc.), les entrecroisements entre beaucoup d'associations présentes étaient déjà multiples. Néanmoins, la conférence de Rome a été valorisée par les participants irakiens comme un lieu de débat entre eux qui leur fut utile et important.

---

27 Pour Nicolas Dessaux (introduction à son livre *Résistances irakiennes: contre l'occupation, l'islamisme et le capitalisme*, ouvrage d'entretiens préfacé par l'auteur, éd. L'échappée, 2006), « la gauche irakienne a deux terrains d'intervention privilégiée », à savoir les luttes syndicales et la situation des femmes. De fait, la résistance à la privatisation des champs de pétrole et les syndicalistes étaient bien représentés à Rome, au plus haut niveau. De même de la question du droit des femmes a été traitée dans le sens explicite de l'abolition de l'article 41 de la Constitution de 2005, et figure ainsi dans la déclaration finale de la Conférence.

28 On peut ici rappeler quelques faits à ce sujet: il est bien sûr plus facile de s'inscrire dans une démarche laïque explicite à Bagdad qu'à Najaf ou Kerbala; par ailleurs, historiquement, la mouvance irakienne liée au PCI, très présente à Rome, s'est querellée sur la question de la religion, à la fois élite laïque trop minoritaire pour agir en tant que telle, et portée en interne par une partie des militants défendant sur le plan théorique au minimum une bonne composition avec les mouvements religieux (voir le chapitre « les communistes ou la difficulté d'être athée », entièrement consacré à l'histoire du Parti communiste irakien, dans *Laïcités autoritaires en terre d'Islam* de Pierre-Jean Luizard, Fayard, 2008).